Rassemblement National

Strasbourg, le 16 juin 2026

Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs les Élus de Guyane,

Le rejet par l'Assemblée nationale de la proposition de loi visant à permettre la reprise de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures en Guyane constitue une profonde déception pour tous ceux qui croient au développement économique, à l'autonomie stratégique et à l'avenir de votre territoire.

Au-delà d'un simple vote parlementaire, c'est une nouvelle occasion manquée pour la Guyane. Alors que cette proposition de loi visait à ouvrir un débat pragmatique sur l'utilisation raisonnée des ressources naturelles du territoire, certains groupes politiques ont préféré imposer une vision idéologique déconnectée des réalités locales.

Il convient de rappeler que le Rassemblement National a soutenu sans ambiguïté cette proposition de loi. **Nous avons défendu le droit de la Guyane à étudier et, le cas échéant, à valoriser ses ressources dans un cadre strictement encadré, respectueux de l'environnement et des intérêts des habitants.**

Malheureusement, ce texte n'a pas pu aboutir en raison des amendements déposés par La France Insoumise, le Parti socialiste et les Écologistes, amendements qui ont été soutenus par les députés de la majorité présidentielle. Cette alliance de circonstance a conduit au blocage d'un texte qui aurait pourtant permis à la Guyane d'envisager de nouvelles perspectives de développement.

Une fois encore, la Guyane se voit refuser le droit d'explorer les opportunités offertes par son propre territoire. Pourtant, la Guyane n'est ni une périphérie, ni une terre sous tutelle. La Guyane est la France.

Comme nous l'avons rappelé à plusieurs reprises lors de nos interventions consacrées aux Outre-mer, notamment les 8 décembre 2022 et 7 décembre 2023, **nous nous battons depuis des années pour que les territoires ultramarins occupent pleinement la place qui leur revient dans le projet national. Nos compatriotes d'Outre-mer ne sont pas des citoyens de seconde zone.** La France des océans et des continents représente un atout stratégique majeur qu'il convient de protéger, de développer et de valoriser.

Alors que de nombreux pays voisins bâtissent leur développement économique grâce à leurs ressources énergétiques, il est difficilement compréhensible que la Guyane se voie interdire jusqu'à l'étude approfondie des siennes. Cette situation alimente un sentiment d'injustice que nous comprenons et partageons.

Mais au-delà de la déception légitime suscitée par ce vote, une question fondamentale demeure : quel avenir voulons-nous construire pour la Guyane ?

Nous sommes convaincus que la Guyane doit pouvoir exploiter ses ressources. Cela suppose de permettre l'étude et la valorisation de ses ressources naturelles dans un cadre responsable, transparent et maîtrisé, au service de la souveraineté énergétique et économique nationale. Cela suppose également d'investir massivement dans les infrastructures, l'énergie, les transports, la formation professionnelle, la sécurité, le désenclavement des communes et l'emploi des jeunes.

Cela suppose enfin de donner à la Guyane les moyens de devenir un véritable moteur économique régional au cœur de l'Amérique du Sud, tout en demeurant pleinement ancrée dans la République française.

Face aux blocages idéologiques qui freinent son développement, il nous appartient désormais de définir ensemble une stratégie ambitieuse qui parte des réalités du terrain, des besoins des communes et des aspirations légitimes de la population guyanaise.

À vous qui défendez quotidiennement les intérêts de vos administrés, nous voulons adresser un message clair : vous n'êtes pas seuls.

Nous continuerons à porter votre voix au sein des institutions et à défendre le droit de la Guyane à créer des emplois, à valoriser ses ressources, à renforcer sa souveraineté économique et à construire son avenir dans la République.

Recevez, mesdames et messieurs les Maires, mesdames et messieurs les élus, l'expression de notre sincère considération.

Rody Tolassy
Député européen
Délégué régional RN aux Antilles-Guyane

Jordan Bardella
Président du Rassemblement National
Député européen